



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

Padilla : « Il ne faut fermer la porte à la Chine » 1

Accords Bilatéraux

Accord de libre-échange États-Unis-Colombie 2

Le Costa Rica approuve finalement le CAFTA 4

Hautes technologies

AeA et ECA : vers une fusion? 4

Investissement

Chine et États-Unis : Traité bilatéral sur l'investissement (BTI) 5

Documents officiels et articles connexes 6

Informations générales sélectionnées

Dans une déclaration le 13 novembre dernier, le Sous-secrétaire au Commerce des États-Unis (USA), Christopher Padilla, a souligné le danger associé : (1) à l'entérinement d'une législation (S. 1607) sur l'*antidumping* servant à « punir » la Chine pour avoir « manipuler stratégiquement » sa devise en l'arrimant au dollar américain et (2) à l'augmentation de litiges entre la Chine et les USA devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC.

Selon Padilla, la paranoïa du Yuan aux USA et les débats entourant les dispositions sur les normes de travail et environnementales dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), n'aident pas à apaiser les oppositions au libre-échange ni à alléger le déficit commercial avec la Chine, et risquent à long terme de menacer les intérêts économiques américains dans le monde, notamment en Asie, le continent le plus dynamique. Pour Padilla, de telles mesures néo-protectionnistes risquent d'entraver les relations bilatérales sino-américaines car elles entraîneront sans aucun doute une riposte « catastrophique » de la part de la Chine. D'ailleurs, l'absence de litiges portés devant l'OMC s'explique par une crainte des entreprises américaines face aux ripostes chinoises: « The reason there isn't a secret stash is many U.S. companies are reluctant to take WTO cases against China, because they take a long time and they worry about retaliation. They are worried about being retaliated against by Chinese companies, particularly state-owned companies, for measures that the United States might take. » C'est une question de compétitivité des entreprises américaines en Asie qui risquent de perdre d'importants contacts en Chine au bénéfice d'autres compagnies asiatiques, russes ou européennes.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

Au niveau de la devise chinoise, Padilla craint une riposte venant non seulement de la Chine mais aussi d'autres importants partenaires commerciaux des USA : « I am worried if we decide to insert currency into our antidumping and countervailing duty calculations other countries might be tempted to do the same thing to us. »

En ce qui concerne la crise financière, Padilla a déclaré que la Chine devrait faire plus pour contribuer à la conclusion du Cycle de Doha. Sur ce point, il a critiqué les tentatives de la Chine et du Japon de vouloir créer des accords commerciaux régionaux qui excluent les USA (e.g. ASEAN). À cet égard, Padilla a encouragé le Président-élu Barack Obama à soutenir le libre-échange (notamment la ZLÉA, les accords avec la Colombie, la Corée du Sud et le Panama ainsi qu'une zone de libre-échange en Asie-Pacifique) pour ne pas fermer l'économie américaine au commerce et à d'importants investissements directs étrangers.

Le sous-secrétaire, a par ailleurs qualifié le Congrès d'être « accro » aux programmes préférentiels (e.g. *Generalized System of Preferences*) sans pour autant faire pression sur les pays en voie de développement pour qu'ils ouvrent leurs marchés aux entreprises américaines. Padilla appelle le Congrès à changer cette façon de voir le commerce pour que les programmes en question mettent plus l'accent sur la réciprocité commerciale, e.g. la mise en œuvre d'accords de libre-échange avec des pays comme le Ghana et le Rwanda : « Preference erosion is the "sleeping monster" in the Doha round and a major reason developing countries will not agree to a deal. »

Enfin, sur les questions d'investissement, Padilla a déclaré que le Comité sur les investissements directs étrangers (inter-agence CFIUS) devrait être appelé à jouer un plus grand rôle pour attirer les investissements nécessaires à la croissance économique. Étant donné les réserves colossales de devises américaines accumulées par des pays comme la Chine, l'Inde, le Japon et la Russie, Padilla préférerait voir cet argent investi aux USA plutôt que de les voir servir à soutenir des firmes nationales pouvant rivaliser avec celles des USA.

Source: « Padilla Warns Against Passage Of China Bill, Protectionist 'Surge' », *Inside US Trade*, November 13, 2008 - Vol. 26, No. 45

Accords Bilatéraux

Accord de libre-échange États-Unis-Colombie

Les chances de voir l'Accord de libre-échange US-Colombie entrer en vigueur cette année sont de plus en plus minces considérant le désaccord de l'administration Bush et des Républicains en général face aux subventions à



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

l'industrie américaine de l'automobile ainsi qu'aux mesures de sauvegarde économique proposées par les Démocrates. Si aucune action n'est prise en fonction de ces enjeux, la « *speaker* » de la Chambre basse du Congrès américain, Nancy Pelosi, risque de ne pas appeler la Chambre à se prononcer sur un vote sur l'Accord US-Colombie.

Le vice-président de la Nouvelle Coalition Démocrate (NDC), Adam Smith a déclaré dans une entrevue avec *Inside U.S. Trade* le 12 novembre dernier, qu'un vote sur l'Accord US-Colombie est maintenant « mis à l'écart » par le leadership et qu'en conséquence, il s'avère crucial de renouer le dialogue avec les Républicains : « Let's start a conversation about what those concerns are and how we can continue to move forward, because we certainly do not want to be in a position of saying that the U.S. is simply not going to do any trade agreements any more. » Smith a par ailleurs confirmé que le commerce demeure un enjeu hautement controversé dans le caucus démocrate de la Chambre des Représentants : « I think we continue to struggle within the caucus to figure out exactly what circumstances would allow those [FTAs] to come up. And I think we are going to have to answer pretty quickly. »

En outre, le Président Bush aurait souligné l'importance d'adopter l'Accord US-Colombie au Président-élu Obama dans une rencontre le 11 novembre dernier. Mais selon la porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, le consentement du Président Bush à l'égard d'un plan de sauvetage économique et de subventions à l'industrie automobile n'était aucunement relié à l'entérinement de l'Accord US-Colombie. À cet égard, John Podesta, le responsable de la transition présidentielle, a précisé qu'il n'y avait pas eu de *quid pro quo* entre lui et le secrétaire général de la Maison Blanche, Joshua Bolten. Il a rajouté qu'il en valait de même pour la conversation entre Bush et Obama. Aussi, le porte-parole de Pelosi, Brendan Daly, a tenu à préciser que rien n'empêchait que l'Accord US-Colombie soit éventuellement entériné après que la question de la crise économique soit réglée : « Our first responsibility is to provide immediate assistance to the millions of Americans who are suffering from the worsening economic conditions. We must do a Main Street economic recovery package now. »

Pour leur part, les associations commerciales, incluant la Chambre de Commerce des USA, ont demandé un vote sur cet accord dans une session « lame-duck », mais le Président de la Chambre du Commerce, Tom Donohue, a signalé que ce qui importait d'abord et avant tout, c'est la remise sur pied de l'économie nationale. Des propos qui divergent de ceux du président de la *American Farm Bureau Federation*, Bob Stallman, qui le 7 novembre dernier, a déclaré qu'il ne fera pas pression pour qu'un vote sur l'accord en question ait lieu dans une session « lame-duck », à moins d'un changement majeur au Congrès.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

Enfin, il importe de souligner que l'Accord US-Colombie risque de se heurter à une forte opposition de la *American Federation of Labor* et du *Congress of Industrial Organizations* (ensemble, AFL-CIO), qui dénoncent les conditions de travail et la violence anti-syndicale en Colombie.

Source: « Hopes Fade For Colombia FTA This Year; Smith Vows To Seek Passage », *Inside US Trade*, November 14, 2008 - Vol. 26, No. 45

Le Costa Rica approuve finalement le CAFTA

Après maintes complications juridiques, l'Assemblée Nationale du Costa Rica a finalement entériné, le 11 novembre dernier, le dernier chapitre de la législation nécessaire à la mise en œuvre du *Central America Free Trade Agreement* (CAFTA). La législation fut approuvée par 38 votes contre 13 et le Président du pays, Oscar Arias devrait signer la dernière série de lois (13 au total) en rapport au CAFTA avant sa visite officielle à New York la semaine prochaine.

Ce dernier chapitre (portant sur les droits de propriétés intellectuelles-DPI) menaçait la mise en œuvre de l'accord dans son ensemble en raison d'une décision de la Cour Suprême du pays le 11 septembre dernier accusant l'Assemblée législative d'avoir approuvé le projet de loi sans consulter les populations indigènes du pays. Il s'agissait d'une violation de la Convention no. 169 de l'Organisation Mondiale du Travail. Il était question notamment des enjeux liés à la biodiversité. La Cour a donc ordonné qu'une clause sur la protection de la biodiversité soit incluse dans le projet de loi. Ce dernier est le seul des sept pays n'ayant pas encore mis en œuvre l'Accord signé par Bush dans la législation commerciale américaine en 2005.

Mais des opposants ont stratégiquement réussi à renverser la décision et le 17 octobre dernier, le projet de loi fut adopté à l'Assemblée Nationale sans les modifications sur la biodiversité. Le 30 octobre, la législation sur le CAFTA fut jugée constitutionnelle par la Cour Suprême à 5 voix contre 2.

Source: « Costa Rica Approves Final Bill To Implement CAFTA », *Inside US Trade*, November 12, 2008 - Vol. 26, No. 45

Hautes technologies

AeA et ECA : vers une fusion?

La *American Electronics Association* (AeA)—la plus importante association commerciale dans le domaine high-tech—de concert avec la *Electronic Components Association* (ECA) ont annoncé la semaine dernière le début de négociations concernant une fusion éventuelle.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

Le 4 novembre dernier, Peter Boni, le président de la AeA a déclaré qu'une telle fusion constituait un effort pour consolider les associations de l'industrie électronique pour qu'elles puissent parler d'une seule voix à Washington :

This merger continues the trend started by ITAA [Information Technology Association of America] and AeA to consolidate associations into a national voice for the technology industry. This partnership benefits the entire industry, whether large or small, electronics or software based

Cette tendance à la consolidation de la concertation des associations de l'industrie des hautes technologies remonte au mois de janvier dernier lorsque la *Information Technology Association of America* (ITAA) et la *Government Electronics and Information Technology Association* ont voté en faveur d'une fusion de plus de 4000 entreprises sous l'égide de l'ITAA.

Source: « Electronic Trade Groups Announce Potential Merger », *Inside US Trade*, November 14, 2008 - Vol. 26, No. 45

Investissement

Chine et États-Unis : Traité bilatéral sur l'investissement (BTI)

La semaine prochaine, l'administration Bush et la Chine commenceront des négociations sur un éventuel traité bilatéral sur l'investissement (BTI). Les négociations sont organisées par le *Emergency Committee for American Trade* et le *U.S.-China Business Council*. Michael Smart, conseiller au National Security Council (NSC), Daniel Bahar, représentant de l'USTR ainsi que Wesley Scholz du Département d'État ont déclaré qu'en dépit d'intérêts mutuels, beaucoup restait à faire entre la Chine et les USA pour que le traité en question soit mis en œuvre.

Selon une source interne interviewée par *Inside U.S. Trade*, la Chine a jusqu'à maintenant, fait preuve de parcimonie quant à cet éventuel traité : « [...] the Chinese have had 14 people at the table at the last two sessions and they are doing a very, very intensive reading of the U.S. BIT line-by-line and word by word. They are asking what every word means. I would not call it negotiations; I would call it discussions. »

Source: « China Update: negotiations on a potential U.S.-China bilateral investment treaty (BIT) », *Inside US Trade*, November 14, 2008 - Vol. 26, No. 45



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

Documents officiels et articles connexes

U.S. Department of Commerce, *U.S. Exports, Trade Deficit Drop In September*, Washington D.C.: DoC, September 2008 Export Statistics, November 13, 2008. **(voir document en annexe)**

U.S. Department of Justice, *FY 2008 Performance and Accountability Report*, Washington D.C.: DoJ, Office of the Attorney General, November 2008, 297p. [En ligne]: <http://www.usdoj.gov/ag/annualreports/pr2008/TableofContents.htm>

U.S. Department of Justice, *Competition and Monopoly: Single-Firm Conduct Under Section 2 of the Sherman Act*, Washington D.C.: DoJ, 2008, 215p. [En ligne]: <http://www.usdoj.gov/atr/public/reports/236681.htm>

U.S. Department of Justice, *Report on Telecommunications Symposium*, Washington D.C.: DoJ, November 2008, 114p. [En ligne]: http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/239479.htm

The White House, President George W. Bush, *Fact Sheet: Summit on Financial Markets and the World Economy*, Washington D.C.: Office of the Press Secretary November 15, 2008. [En ligne]: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/11/20081115-4.html>

Government of the People's Republic of China, Government of the United States of America, *Memorandum of Understanding Between the People's Republic of China and the United States of America Regarding Measures Affecting Foreign Suppliers of Financial Information Services*, Geneva, November 2008. [En ligne]: http://hongkong.usconsulate.gov/uploads/images/4XiZmHWE_SheWJsintW0Rw/uscn_t_ustr_2008111302.pdf

Christian E. Weller, Stephen Zucconi, *Labor Rights Can Be Good Trade Policy: An Analysis of U.S. Trade with Less Industrialized Economies with Weak or Strong Labor Rights*, Washington D.C.: Centre for American Progress, September 2008, 39p. **(voir annexe attachée)**

Christian E. Weller, *Policymakers, Be Aware: The Labor Market Needs Help*, Centre for American Progress, November 7, 2008, [En ligne]: <http://www.americanprogress.org/issues/2008/11/employment.html>

Tim Westrich, *Card Sharks*, Centre for American Progress, November 17, 2008, [En ligne]: http://www.americanprogress.org/issues/2008/11/card_sharks.html



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 novembre 2008

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca

